

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 10/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

INVIVO

Port Fluvial- 3 rue
BP 13
59211 Santes

Références : -
Code AIOT : 0007001951

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/02/2026 dans l'établissement INVIVO implanté Port Fluvial- 3° rue BP 13 59211 Santes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection vise à constater le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 27 janvier 2026 pris suite à l'incident sur le silo S1 du site de Santes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INVIVO
- Port Fluvial- 3° rue BP 13 59211 Santes
- Code AIOT : 0007001951

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société IN VIVO exploite des installations de stockage de céréales, au niveau de la zone portuaire de Santes. Ces installations se composent de 4 silos différents :

- 2 silos verticaux (S1 : 23 600 tonnes - 31 467 m3 et S2 : 20 000 tonnes - 26 667 m3) ;
- 2 silos plats (P1 : 23 000 tonnes - 30 667 m3 et M1 : 7 800 tonnes - 10 400 m3).

Le site est situé à l'est du centre-ville de Santes, sur la zone portuaire de la commune faisant partie d'une ZAC. L'accès général se fait par route et par voie navigable.

L'activité est autorisée par arrêté préfectoral du 28/08/1986 modifié par les arrêtés du 03/07/1998, du 15/11/2002 et 19/06/2008 pour l'exploitation des silos de stockage de céréales de 99 200 m3.

La révision de l'étude de dangers a donné lieu à la prise de prescriptions spécifiques en terme de prévention et de protection par arrêté préfectoral du 19/06/2008.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mesures conservatoires immédiates	AP de Mesures d'Urgence du 27/01/2026, article 2.2	Sans objet
2	Mesures conservatoires immédiates	AP de Mesures d'Urgence du 27/01/2026, article 2.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est conformé aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 27 janvier 2026.

En ce qui concerne l'article 3 (rapport d'accident), le délai pour la remise du rapport n'est pas échu. Une expertise interne de la cellule C4 du silo S1 doit être réalisée.

La mise en sécurité a été réalisée et l'expertise du silo S1 montre que celui-ci peut être exploité en sécurité dès lors que les cellules C3 et C4 auront été vidées (avis du bureau d'étude BET TAYLOR du 20 janvier 2026 et rapport de diagnostic structurel visuel du silo S1 du 30 janvier 2026 par le bureau d'étude BET TAYLOR) .

La vidange des cellules C3 et C4 est effective au jour de la visite d'inspection. L'exploitant va reprendre l'exploitation des silos verticaux, à l'exception des cellules C3 et C4 qui sont maintenues vides et en attente d'expertise.

En ce qui concerne les notes de calculs relatives aux cellules du silo S2 sur la nécessité d'un renforcement, des compléments/précisions sont demandés à l'exploitant par courriel du 9/02/2026.

Nous proposons à M. le préfet d'abroger les articles 2.1 et 2.2 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 27 janvier 2026.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures conservatoires immédiates

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 27/01/2026, article 2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Silo S1

Prescription contrôlée :

2.2.1. L'exploitant fait réaliser un diagnostic de la cellule S1 04 par une société spécialisée en structures et génie civil du bâtiment afin de s'assurer de l'absence de risque d'effondrement. Les conclusions de ce diagnostic sont transmises à l'Inspection de l'environnement.

2.2.2. Au regard des conclusions de l'étude précitée et après mises en œuvre des mesures adaptées de sécurisation des accès (dépose de la couverture des fosses de réception, absence de risque d'effondrement de la cellule S1 04), l'exploitant procède à la vidange à faible débit de la cellule S1 04.

2.2.3 L'exploitant fait réaliser un diagnostic de l'ensemble du silo S1 par une société spécialisée en structures et génie civil du bâtiment afin de statuer sur la possible exploitation en sécurité des autres cellules du silo durant la phase d'attente de réfection de la cellule S1 04. Les conclusions de ce diagnostic sont transmises à l'Inspection de l'environnement avant redémarrage des activités.

Constats :

L'exploitant a fait réaliser un diagnostic visuel de la cellule C4 par le bureau d'étude en techniques de structures BET TAYLOR. Dans son avis du 20 janvier 2026, le bureau d'étude affirme que le voile de la cellule C4 ne risque pas de tomber et que les travaux de démontage de la couverture des fosses et de pompage du grain peuvent être engagés. Le bureau d'étude préconise néanmoins de vider également la cellule C3, cellule présentant la même configuration que la cellule C4 (liaison identique avec la tour de manutention). Le bureau d'étude précise enfin qu'après démontage de la couverture des fosses et vidange des cellules C3 et C4, l'exploitation du silo peut reprendre d'un point de vue structurel (absence de risque d'effondrement de la cellule C4 dû aux efforts liés à l'exploitation des autres cellules).

L'exploitant a procédé au démontage de la couverture et au pompage du grain accumulé dans la cave de la tour de manutention du 26 au 30 janvier 2026.

La vidange de la cellule C4 a été réalisée les 2 et 3 février 2026 à débit réduit.

La vidange de la cellule C3 a été réalisée le 4 février 2026.

L'Inspection a constaté que la couverture de fosses a été démantelée. Les cellules C3 et C4 sont effectivement vidées. Une fissure verticale est visible de l'intérieur de la cellule C4.

L'accès en sécurité à la salle de commande est possible. En salle de commande sont reportées les indications de températures des stockages de grains. L'exploitant précise que suite à l'incident, une impression des relevés de température est réalisée journalièrement et automatiquement sur le photocopieur du bâtiment administratif.

L'exploitant a également fait réaliser un diagnostic structurel visuel du silo S1 le 30 janvier 2026 par le bureau d'étude BET TAYLOR. Ce diagnostic de l'ensemble du silo S1 conclut :

- que le silo S1 est dans un état global correct, et peut être exploiter en l'état.
- toutefois, à la vue des dégradations observées sur les cellules C4 et C3, celles-ci doivent être immobilisés le temps qu'un diagnostic structurel poussé soit réalisé.

L'état global du silo est bon, il y a cependant certains points à traiter afin d'avoir une bonne pérennité du silo selon le bureau d'étude :

- En ce qui concerne les cellules :

L'état général est bon, il apparaît toutefois à certains endroits des décollements/gonflements du revêtement imperméabilisant des cellules.

Le bureau d'étude préconise un nettoyage global des cellules qui permettrait d'y voir plus clair et de faire des reprises partielles en cas de dégradation réelle du revêtement.

Pour les cellules C4 et C3, des fissures sont constatées par le bureau d'étude. La cellule C4 est inutilisable (fissures traversantes) et la cellule C3 présente des fissures en dessous de son acrotère. À la vue des dégâts observés sur la cellule C4, le bureau d'étude précise qu'il est nécessaire de stopper l'utilisation de la cellule C3. Un diagnostic structurel poussé est indispensable sur ces deux cellules.

- en ce qui concerne les terrasses :

Le bureau d'étude souligne que les terrasses sont encrassées par des amas organiques et qu'un nettoyage complet des terrasses afin de les préserver au maximum et éviter une dégradation accentuée de l'étanchéité est nécessaire. Des défauts d'étanchéité sont constatés à certains endroits, tel que décollement et manquement.

Ces défauts d'étanchéité ont pour effet de laisser s'infiltrer l'eau au niveau de la tour. Le bureau d'étude précise donc qu'il est nécessaire de faire un constat complet de leur état après nettoyage dans le but de procéder à une opération de réparation ou remplacement suivant l'état réel.

- en ce qui concerne la tour :

L'état général est bon. Celle-ci présente toutefois des désordres qui sont liés aux problèmes d'infiltration et d'étanchéité relevés.

Le bureau d'étude précise qu'il est nécessaire de traiter en premier lieu les problèmes d'étanchéité en terrasse pour ensuite procéder aux opérations de réparation des éléments béton (passivation/bouchage/...).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Au regard des constats du bureau d'étude BET TAYLOR, il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 1 mois un plan d'actions pour remédier aux désordres constatés et répondre aux préconisations du bureau d'étude.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mesures conservatoires immédiates

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 27/01/2026, article 2.3

Thème(s) : Risques accidentels, Silo S2

Prescription contrôlée :

En l'absence de remplacement des câbles de pré-contrainte et vérification de la structure et capacité portante sur les cellules 1 et 2 du silo S2, l'exploitant limite la hauteur de remplissage de ces cellules pour une utilisation de chaque cellule en dehors de la zone de renforcement par câble de pré-contrainte.

Constats :

En ce qui concerne les cellules du silo S2, les cellules 1 et 2 sont chargées en dessous de la zone de renforcement par câbles de pré-contrainte :

- la cellule 1 comporte 1600 tonnes de maïs (soit moins de 1/3 de la capacité);
- la cellule 2 comporte 2600 tonnes de blé (soit la moitié de la capacité).

L'exploitant a remis à l'Inspection deux rapports de la société d'ingénierie Sodeba Ginko:

- rapport du 22 mars 2024: Analyse renforts de silo - note de calcul;
- rapport du 7 février 2025: Analyse calculatoire cellules C1 C2 C3 C4 - Note de Calcul.

Ces notes de calcul ont été réalisées afin de statuer sur la nécessité de renforcement des cellules par câbles de précontrainte.

Elles concluent qu'avec un chargement des cellules avec 4500 tonnes de grains maximum (tous grains confondus), un renforcement des cellules ne semble pas nécessaire.

Des calculs ont également été réalisés avec des chargements supérieurs (de 4800 à 5100 tonnes suivant le type de grains). Ceux-ci montrent la nécessité de renforts dans les zones de 3,5 m à 7,5 m et de 14 m à 24 m.

L'exploitant précise vouloir maintenir le stockage à 4500 tonnes maximum dans chaque cellule (tous grains confondus).

Des précisions/compléments sont nécessaires selon l'Inspection. Ceux-ci ont été précisés à l'exploitant par courriel du 9/02/2026.

Type de suites proposées : Sans suite